

**Point de presse du porte-parole -
Syrie/Nations unies/Reprise des
négociations inter-syriennes à
Genève - Nations unies/Journée
mondiale de lutte contre
l'homophobie et la transphobie -
Côte d'Ivoire/Situation sécuritaire -
Mexique/Liberté de la
presse/Assassinat du journaliste
Javier Valdez -
Maroc/Culture/Inauguration de
l'exposition «Face à Picasso» - Syrie
(Paris, 16 mai 2017)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole a fait les déclarations et répondu à la question suivante :

1 - Syrie / Nations unies - Reprise des négociations inter-syriennes à Genève (16 mai 2017)

La France salue la reprise des négociations inter-syriennes qui a lieu aujourd'hui à Genève sous l'égide des Nations unies et de l'envoyé spécial du secrétaire général, M. Staffan de Mistura, à qui elle réitère son plein soutien.

La feuille de route des négociations, agréée collectivement par la communauté internationale en vue d'une véritable transition politique, est claire : le communiqué de Genève et la résolution 2254 du conseil de sécurité des Nations unies.

Seule une solution politique permettra une paix durable en Syrie ; nous incitons donc les deux parties à poursuivre le dialogue de manière constructive. Le régime syrien en particulier doit faire la preuve de son engagement à négocier de bonne foi.

La France, toutefois, reste vivement préoccupée par les violations répétées de la cessation des hostilités de la part du régime, ainsi que par les obstacles qui continuent d'être posés à l'accès humanitaire complet, inconditionnel et sans entrave dans le pays.

Nous appelons les garants de la cessation des hostilités, la Russie et l'Iran en premier lieu, à exercer les pressions nécessaires sur le régime pour que soit mis un terme aux souffrances de la population.

2 - Nations unies - Journée mondiale de lutte contre l'homophobie et la transphobie (17 mai 2017)

À l'occasion de la journée mondiale de lutte contre l'homophobie et la transphobie, la France rappelle son soutien à la défense des droits des personnes homosexuelles, bisexuelles, transgenres ou intersexuées (LGBTI). Partout dans le monde, les personnes LGBTI sont encore victimes de violences, discriminations et violations de leurs droits fondamentaux. Dans plus de 70 pays, les relations homosexuelles sont considérées comme des délits ou des crimes, passibles de peines de prison, voire de la peine de mort.

La France demeure particulièrement préoccupée par les atteintes graves aux droits des personnes LGBTI, notamment les répressions et les cas de torture à leur encontre en Tchétchénie, révélées ces dernières semaines. Le 12 avril dernier la France a publiquement appelé la Fédération de Russie à condamner les réactions des autorités tchétchènes qui, en niant l'existence même de l'homosexualité ou en laissant entendre que les personnes concernées pourraient être tuées par leurs familles, encouragent un climat d'impunité, et à ce que toute la lumière soit faite sur ces violations graves des droits de l'Homme, garantis par plusieurs instruments internationaux auxquels la Russie a librement souscrit. Elle reste mobilisée pour que ces violations des droits de l'Homme cessent.

Les principes fondamentaux d'égalité en droits et en dignité doivent être respectés pour tous les individus, quelle que soit leur orientation sexuelle ou leur identité de genre. Ce combat est une priorité de notre diplomatie. La France soutient, dans le cadre de ses relations bilatérales et dans les enceintes internationales, l'objectif d'une dépénalisation universelle de l'homosexualité. Elle apporte aussi un appui direct aux acteurs de terrain et défenseurs des droits des personnes LGBTI.

Comme chaque année, notre réseau diplomatique organisera ou s'associera à des manifestations communes dédiées à cette journée, et notamment à l'initiative en faveur des jeunes organisée par les Nations unies à New York (hashtag #LGBTYouth).

3 - Côte d'Ivoire - Situation sécuritaire (16 mai 2017)

Comme la communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest et l'Union africaine, la France exprime sa préoccupation face à la situation sécuritaire en Côte d'Ivoire et à l'utilisation de la violence par une partie de l'armée pour appuyer ses revendications.

La France appelle au dialogue et à la solidarité nationale pour trouver une solution durable et pacifique à cette question dans le cadre d'une réforme du secteur de la sécurité. Elle prône un débat sans violence et respectueux de la sécurité des populations et de l'État de droit. Les progrès économiques et sociaux enregistrés par le pays depuis plusieurs années doivent être préservés.

4 - Mexique - Liberté de la presse - Assassinat du journaliste Javier Valdez (15 mai 2017)

La France condamne fermement l'assassinat du journaliste Javier Valdez, fondateur du site d'informations RioDoce, collaborateur du quotidien national La Jornada et de l'AFP, survenu le 15 mai 2017 dans l'État de Sinaloa. M. Valdez est le cinquième journaliste assassiné au Mexique depuis le début de l'année.

Nous présentons nos condoléances aux proches de M. Valdez et saluons le courage des journalistes qui risquent leur vie pour témoigner et informer.

La France appelle les autorités mexicaines à tout mettre en oeuvre pour que les auteurs de ce crime odieux ne restent pas impunis.

Nous réitérons notre attachement à la liberté de la presse ainsi qu'à la protection des journalistes partout dans le monde.

5 - Maroc / Culture - Inauguration de l'exposition «Face à Picasso» (17 mai - 31 juillet 2017)

La ville de Rabat accueille à partir de ce 17 mai une exposition-événement, proposée par la France, «Face à Picasso», qui permet de découvrir une centaine d'oeuvres issues des collections du Musée Picasso-Paris.

Il s'agit de la plus grande opération jamais consacrée au grand maître de l'art moderne en Afrique. Portée par la Fondation nationale des musées du Maroc, avec le soutien de l'Institut français dans ce pays, l'exposition est un des temps forts de la saison culturelle de la France à l'étranger en 2017.

6 - Syrie

Q - Le Département d'État a accusé le régime syrien d'avoir recours à un crématorium à Sednaya, dans le but de détruire les corps de milliers de prisonniers assassinés ces dernières années. Quelle est la réaction de la France à ces accusations ?

R - La France prend connaissance avec inquiétude et horreur des informations américaines selon lesquelles le régime syrien aurait installé des crématoriums à Sednaya afin de faire disparaître les corps des prisonniers. Cette accusation est d'une extrême gravité. Le régime syrien a un lourd passif de terreur derrière lui. Les crimes qu'il a commis de façon systématique et à grande échelle sont documentés depuis le début du conflit par la commission d'enquête internationale, le dossier «César» et les organisations de la société civile, notamment par Amnesty International qui a consacré un rapport à ce sujet. La France note que c'est de cette même prison de Sednaya que le régime a sciemment libéré en 2011 ceux qui sont venus alimenter les groupes terroristes.

La France demande qu'une enquête internationale soit diligentée dans les meilleurs délais sur

Sednaya. Elle appelle les soutiens du régime, en particulier la Russie, à utiliser ses leviers sur Damas pour que soit enfin autorisé l'accès de la commission d'enquête internationale et que soit permis au comité international de la Croix-Rouge d'exercer son mandat de visiter les prisonniers de guerre et les internés civils en lui donnant accès aux prisons dans les plus brefs délais.

La France continuera de se mobiliser pour que justice soit faite et pour que les responsables de ces crimes ne restent pas impunis./.